

ESSAI SUR LE CONCEPT D'IDEOLOGIE POLITIQUE

Jean-Pierre DUPRAT *

Il est courant d'employer le concept d'idéologie comme une donnée allant de soi, mais plus rares sont les définitions. Lorsqu'un effort est fait en ce sens, leur diversité est chose frappante. Il ne s'agit pas de dresser un inventaire des significations retenues par les différents auteurs, mais seulement de donner quelques exemples qui nous permettront d'approcher ce phénomène pour aboutir à une définition.

La présente étude constitue une tentative plus qu'un achèvement ; elle est investigatrice malgré son aspect théorique. Devant la multiplicité des travaux de détail elle se propose de saisir le phénomène dans son intégralité : propos ambitieux sans doute, mais nécessaire.

Le mot « idéologie » apparaît dans un ouvrage de DESTUTT DE TRACY, « Mémoire sur la faculté de penser », publié dans les mémoires de la deuxième classe de l'Institut (1^{er} volume 1793-1798). Il en développe l'étude dans « Eléments d'Idéologie » (1^{re} édition Paris, 1801), et lui donne le sens d'une science des idées : « Cette science peut s'appeler idéologie si l'on ne fait attention qu'au sujet ; grammaire générale si l'on n'a d'égard qu'au moyen ; et logique, si l'on ne considère que le but... ».

Ce fut avec Napoléon BONAPARTE que ce terme prit une acception polémique et politique, désignant une théorie détachée du réel (1). « Idéologues » fut l'étiquette appliquée à certains de ses opposants lors de la tentative de coup d'Etat de Mallet.

MARX et ENGELS abordèrent ce problème dans « l'Idéologie allemande » (1845-1846). L'idéologie est intégrée au matérialisme historique et l'explication qui en est donnée est à la fois polémique (en réaction contre les hégéliens de gauche) et constructive. Elle est conçue comme le produit de la réalité sociale : « La production des idées, des représentations et de la conscience est d'abord directement et intimement liée à l'activité matérielle et au commerce matériel des hommes, elles est le langage de la vie réelle » (2) De ce fait, la

(*) Assistant à l'Institut d'Etudes Politiques de l'Université d'Alger.

(1) Sur ce point : W. Weidé « sur le concept d'idéologie » *Le contrat social* mars 1959, p. 75 à 78.

(2) *L'Idéologie allemande* éd. sociales. Paris, 1966, p. 35.

morale, la religion, la métaphysique et tout le reste de l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent, perdent aussitôt toute apparence d'autonomie » (1).

L'idéologie dominante à un moment donné est celle de la classe dominante : « les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont les rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante ; autrement dit, ce sont les idées de la domination » (2). Nous remarquons d'ailleurs l'extension donnée par Marx et Engels au concept d'idéologie ; il recouvre toute activité de la conscience). Cette idéologie dominante joue le rôle de justification ou de voile de la réalité. Mais elle n'est pas seulement instrumentale, car la classe dominante perçoit ces rapports réels sous la forme de l'idéologie qu'elle élabore : elle vit son idéologie et la fait voir aux autres classes en la leur imposant. C'est pourquoi l'idéologie doit prendre un aspect d'universalité.

L'idéologie représente également une conscience déformée de la réalité, à la fois sincère et mystificatrice.

Il est intéressant de remarquer que l'idée de représentation faussée avait déjà été perçue, de même que son incidence sociale, par divers philosophes.

Francis BACON emploie le concept d'« idole » pour traduire cette représentation faussée de la conscience, que l'on retrouve chez Thomas HOBBS, avec d'autres de signification identique, comme « phantasme » et « fantôme ». HOBBS désigne ainsi le résultat de l'objectivation de l'imaginaire qui est pris pour la réalité. Il ne manque pas de faire ressortir les implications d'un tel processus psychologique sur le comportement des individus, dans la mesure où celui-ci est déterminé par les opinions et les croyances. D'autre part il relie sa théorie de la connaissance et des opinions à l'analyse de la religion qui a une fonction idéologique dans son œuvre. Il en va de même de la théorie de la religion civile chez J.J. ROUSSEAU, développée dans le dernier chapitre du « Contrat social », qui apparaît comme une idéologie de l'Etat : « Les sujets ne doivent donc compte au souverain de leurs opinions qu'autant que ces opinions importent à la communauté. Or il importe bien à l'Etat que chaque citoyen ait une religion qui lui fasse aimer ses devoirs... » (3) Cette religion civile doit jouer un rôle de conformisation sociale et politique. Rousseau développe son idée : « Il y a donc une profession de foi purement civile dont il appartient au souverain de fixer les articles, non pas précisément comme dogmes de religion, mais comme sentiments de sociabilité, sans lesquels il est impossible d'être bon citoyen ni sujet fidèle » (4). Toutefois, Rousseau réserve la nécessité de la tolérance. On retrouve une des idées forces

(1) L'Ideologie allemande p. 36.

(2) Idem p. 74.

(3) « Du contrat social » Editions Garnier-Flammarion, Paris 1966 p. 178.

(4) Rousseau. Idem p. 179.

de Hobbes : le conformisme extérieur et la liberté intérieure ; mais il existe une ambiguïté quant à la bipartition opérée et à la coexistence des deux éléments.



L'école sociologique allemande reprend les idées de Marx et Engels ; ce fut notamment le cas de Karl MANNHEIM dans « Idéologie et Utopie » (1). Du marxisme Mannheim retint l'essence sociale de l'idéologie et la relation avec un milieu social dans une perspective historique ; ce qui lui permet d'édifier les bases d'une sociologie de la connaissance. Cependant sa définition des deux concepts, Idéologie et Utopie, ne recouvre pas la même réalité entendue de nos jours. Toutes deux se caractérisent par une distorsion eu égard à la réalité présente.

L'idéologie est saisie comme une œuvre de l'esprit discordante par rapport à la réalité, dans le sens d'un travestissement de celle-ci, conscient ou non. Mannheim distingue deux conceptions : une conception particulière et une conception totale. Dans la première, seule une partie de la pensée est qualifiée d'idéologique ; le dialogue entre pensées idéologiques différentes reste possible. On est dans le domaine de la mauvaise foi. Avec la conception totale, les univers mentaux sont en complète opposition ; le dialogue est impossible faute d'idées de référence communes. A ce niveau Mannheim relie davantage la pensée à une structure sociale ; il recherche les liaisons des idéologies avec les groupes sociaux : « Nous faisons allusion ici à l'idéologie d'une époque ou d'un groupe historico-social concret, par exemple d'une classe sociale : nous avons alors en vue les caractéristiques et la compétition de la structure totale de l'esprit à cette époque ou dans ce groupe » (2).

La distinction entre idéologie et utopie repose sur l'aspect « révolutionnaire » de l'utopie, ou du moins son rôle de transformation de la situation sociale existante : « Ces orientations qui dépassent la réalité, ne seront désignées par nous comme utopiques que lorsque passant à l'action, elles tendent à ébranler, partiellement ou totalement, l'ordre des choses qui règne à ce moment » (3).

Cette dichotomie de nature fonctionnelle permet à Mannheim de considérer l'idéologie comme intrinsèquement incapable de réaliser la part de projet que renferment les idées ; sur le plan de la réalité ce qui la caractérise, c'est l'échec. On pourrait alors considérer l'utopie comme une idéologie qui accomplit tout ou partie de son projet, par une transformation totale ou partielle, de la société existante.

Cependant l'auteur a également une conception relative de l'utopie ; sont utopiques pour certains « toutes les conceptions d'existence qui,

(1) Traduction partielle Editions Marcel Rivière - Paris 1956.

(2) K. MANNHEIM, « Idéologie et Utopie », éd. M. Rivière, Paris 1956, p. 42.

(3) MANNHEIM, Idem, p. 124.

de leur point de vue, ne peuvent, en principe jamais se réaliser » (1). ainsi Mannheim distingue entre l'utopique absolu » et l'« utopique relatif ».

Une étude actuelle de l'idéologie doit regrouper les deux concepts définis ainsi par Mannheim, comme étant deux fonctions distinctes d'une même réalité sociale. L'idéologie peut en effet, soit justifier l'existant, en le présentant comme le Bien, soit le combattre, comme le Mal, en vue de la réalisation d'un autre Bien. Mais dans chaque cas ces idées sont assumées par un groupe social et spécifiées, en même temps que par lui, par les groupes rivaux.

Depuis Mannheim, de nombreux auteurs ont analysé ce concept surtout sous son aspect politique ou social. Cette orientation a conduit à retenir la fonction de l'idéologie et à la définir sous l'angle fonctionnel; telle est l'attitude de M. Adam SCHAFF : « L'idéologie est un système d'opinions qui, en se fondant sur un système de valeurs admis, détermine des attitudes et les comportements des hommes à l'égard des objectifs souhaités du développement de la société, du groupe social ou de l'individu » (2). Mais en même temps la définition implique la nécessité d'analyser la structure de l'idéologie ; M. Schaff le fait brièvement, la troisième modalité possible d'une définition étant génétique.

Dans son étude sur « Marxisme et Humanisme » M. ALTHUSSER retient les éléments structurels et fonctionnels, pour définir l'idéologie : « Une idéologie est un système (possédant sa logique et sa rigueur propres) de représentations (images, mythes, idées ou concepts selon les cas) douée d'une existence et d'un rôle historique au sein d'une société donnée » (3). L'intérêt de cette recherche est de faire ressortir la normalité du fait idéologique et son profond enracinement social : « Les sociétés humaines secrètent l'idéologie comme l'élément et l'atmosphère même indispensables à leur respiration, à leur vie historique » (4). Au même titre que l'économie ou la politique l'idéologie est partie intégrée de la « totalité sociale ».

Une autre remarque porte sur la nature inconsciente de l'idéologie : « l'idéologie est bien un système de représentation : mais ces représentations n'ont la plupart du temps rien à voir avec la « conscience ». C'est avant tout comme structures qu'elles s'imposent à l'immense majorité des hommes, sans passer par leur conscience... Elles sont des objets culturels perçus acceptés subis, et agissant fonctionnellement sur les hommes par un processus qui leur échappe. Les hommes « vivent » leur idéologie... nullement comme une forme de conscience, mais comme un objet de leur « monde » comme leur « monde » même » (5).

(1) K. MANNHEIM, « Idéologie et Utopie », éd. M. Rivière, Paris 1956, p. 131.

(2) Adam SCHAFF : « La définition fonctionnelle de l'idéologie » *L'homme et la société* n° 4, avril - juin 1967.

(3) L. ALTHUSSER, « Marxisme et Humanisme » *Cahiers de l'I.S.E.A.* juin 1964, p. 121.

(4) Idem, p. 122.

(5) Idem, p. 123.

L'idéologie est intimement liée à la vie ; elles est la manière vécue dont les hommes conçoivent leur rapport avec la société. Tant il est vrai que les hommes ne peuvent vivre que dans un cadre total de référence ; et c'est à l'élaboration d'une telle structure que tend leur activité intellectuelle. Le partiel et l'inexpliqué sont ressentis avec angoisse. Ceci explique la tentative synthétique des hommes formés à un pluralisme culturel irréductible rationnellement à l'unité. Une telle œuvre intellectuelle, à la fois inconsciente et consciente, s'exprime généralement sous une forme idéologique. Cette diversité culturelle peut tenir à l'origine géographique différente des composants, mais aussi à une mutation de la structure globale de référence : par exemple au passage d'une culture religieuse à une culture laïque, ou d'une culture laïque de coloration politique à une culture laïque de coloration technique et à résonnances économique-sociales. L'idéologie, selon nous, doit combler un vide, éliminer une frustration, donner l'illusion, vécue et crue, d'une plénitude. L'idéologie prend ainsi l'aspect d'une totalité explicative.

Cette dimension psychologique et existentielle de l'idéologie introduit la nécessité d'une analyse de ses sources ou de sa genèse. On retrouve ainsi la troisième modalité présentée par M. Schaff, la définition génétique. Marx et Engels, ainsi que Mannheim, insistèrent sur la genèse sociale de l'idéologie, son appartenance de classe. Mais de façon générale les auteurs n'ont pas assez considéré les modalités pratiques de cette genèse : c'est poser le problème de la formulation de l'idéologie.

Généralement c'est la systématisation doctrinale de l'idéologie qui est retenue ; l'histoire contemporaine y conduit qui nous a révélé la puissance agissante des idéologies comme le marxisme-léninisme, le nazisme, le nationalisme ou le libéralisme exacerbé en une réaction d'auto-défense. Mais ce n'est là qu'un état paroxysmique d'une situation normale beaucoup plus complexe. Certes l'idéologie peut être formulée en une doctrine élaborée par un auteur comme, inversement, une doctrine n'est que la systématisation des représentations inconscientes et des aspirations des groupes sociaux. De ce point de vue il n'est pas illégitime de rechercher chez ces penseurs politiques l'expression des idées assumées par les groupes sociaux. Toutefois la détermination exacte d'un groupe de référence est parfois difficile, dans la mesure où un auteur est lié à plusieurs groupes, ce qui se produit notamment dans les périodes de mutation progressive où l'issue n'est pas clairement perçue. Par exemple Hobbes, dans son livre « Léviathan », publié en 1651, semble assumer à la fois des idées de la bourgeoisie marchande et de l'aristocratie ; alors que Locke est beaucoup plus nettement le penseur de la bourgeoisie qui a permis l'avènement de Guillaume d'Orange en 1688. Souvent il en va différemment lorsque la doctrine n'est plus seulement le reflet rationalisé et idéalisé d'une situation sociale existante mais devient le projet d'un ordre nouveau à établir. Une idéologie révolutionnaire est plus facilement attribuable à un groupe social ; en entendant par « révolution », toute forme de changement radical de l'existant.

La réflexion oblige à admettre la possibilité d'idéologies non systématisées, telles que les comportements quotidiens les traduisent, ceux-ci,

du fait même de leur existence sociale, impliquent des représentations et des croyances qui les harmonisent et les rendent compréhensibles. Dans cette voie le langage lui-même n'est pas neutre, il n'est communication que parce qu'il repose sur un monde culturel commun qu'il contribue d'ailleurs à édifier en permettant la prise de conscience à travers l'organisation rationnelle qu'il opère. Le plus important c'est l'ensemble des représentations et croyances inconscientes qui forment le support psycho-social de l'activité humaine, qui est d'ailleurs modifié en fonction de cette dernière. Il est bien évident que ces formes d'idéologies du fait même de leur actualisation par l'activité sociale deviennent partiellement explicites, qu'elles se traduisent fragmentairement par l'activité intellectuelle en langage : littérature de tout ordre, œuvres d'art, cultes et dogmes religieux, lois... L'idéologie doctrinale n'étant souvent que la systématisation rationnellement organisée de l'idéologie implicite. Dans la mesure où l'idéologie implicite présente un caractère de totalité suffisant pour déterminer la conscience et les attitudes de l'individu, servir de référence commune à tout un groupe, elle a une importance égale à une idéologie systématisée et socialement assumée. La culture représente un élément de cette idéologie implicite, le concept ne s'appliquant pas tant aux œuvres produites qu'à « l'esprit » qui est à leur origine ; ainsi parlerait-on de l'idéologie baroque ou de l'idéologie romantique. La difficulté pour l'idéologie implicite c'est d'en détecter les révélateurs et les relier correctement à un groupe social. Cette investigation suppose des études détaillées du langage et des comportements des divers groupes sociaux. Egalement il existe des degrés de spécificité et de généralité entre les idéologies implicites, ce qui permet d'envisager l'intégration des différentes idéologies implicites dans une autre ayant un degré supérieur de généralité, dans la mesure où il n'y a pas d'incompatibilité irréductible.

De plus, dans l'optique génétique, l'idéologie systématisée n'est l'œuvre que des intellectuels ou des hommes politiques, alors que l'idéologie implicite concerne chaque individu, surtout celui qui est le plus engagé dans le quotidien : l'immense majorité. L'étude de cette idéologie implicite suppose le recours au langage et au vocabulaire employé ; elle ne peut se faire que par des enquêtes sociologiques au cours desquelles seraient notés les mots et les thèmes, ainsi que leur fréquence. Les mots étant la transposition explicite des représentations et croyances originellement inconscientes. La prise de conscience ne devenant possible que par la rationalisation du discours, même si celui-ci représente une organisation logique et rationnelle de l'irrationnel. La prise de conscience est rarement exacte, c'est le mérite de Marx et Engels de l'avoir montré par l'emploi du concept de la « conscience fausse ». Cependant rappelons que des philosophes antérieurs, dans leur étude des problèmes de la connaissance, approchèrent ce phénomène de distorsion de la réalité par l'intellect. D'autre part il faudrait noter également les comportements sociaux qui traduisent des manières de se penser dans le monde ; d'ailleurs il est des comportements, comme la danse, qui sont un langage authentique avec tout un code qui le rend intelligible.

L'intérêt de l'étude de M. Georges LABICA (1) est d'insister sur le double aspect de l'idéologie, explicite et implicite et de constater l'importance de cette dernière qui a été trop souvent négligée. Quoique l'idée, d'éjà ancienne, de rechercher les liaisons existant entre une doctrine et les idées d'un groupe social ait reposé sur l'existence d'une idéologie implicite du groupe, on n'a pas suffisamment poussé à son terme cette démarche : considérer l'idéologie implicite en elle-même et concevoir qu'ainsi constituée elle a une fonction sociale. Dans la définition de l'idéologie que propose l'auteur on retrouve ce double aspect : c'est « un système autrement dit un ensemble, à cohérence plus ou moins forte, de représentations pouvant aller de l'opinion diffuse au concept et offrant un double aspect théorique et pratique » (2).

M. Karl LOEWENSTEIN dans sa définition de l'idéologie, note l'aspect explicatif de celle-ci : « Une idéologie est un ensemble cohérent et intégré d'idées et de croyances (ou d'idées transformées en croyances) destinées à expliquer l'attitude de l'homme envers la vie en société, et à établir une ligne de conduite conforme à ces idées et à ces croyances » (3). Son étude concerne l'idéologie politique et sa relation avec les institutions politiques. Cette orientation est d'importance car elle remet en cause les classifications juridiques traditionnelles des régimes politiques. Habituellement celles-ci reposaient sur l'investigation des institutions étatiques ou partisans. M. Loewenstein montre que l'idéologie est le moteur de l'institution ; sans idéologie elle reste un cadre inanimé : « Dans tout système politique c'est en fait l'idéologie dominante qui détermine le rôle et oriente le fonctionnement des institutions et des techniques politiques » (4). L'auteur insiste sur le caractère nécessaire de cette idéologie politique : « Il n'a jamais existé, et il ne peut exister de système politique, fonctionnant comme un cadre dans lequel s'exercent le contrôle social et le pouvoir politique, qui n'ait consciemment ou inconsciemment pour base de son existence institutionnalisée une idéologie politique appropriée » (5).

Toutefois M. Loewenstein fait remarquer le caractère réciproque de cette relation, car les institutions doivent être appropriées à l'idéologie qui accède à la vie politique par leur intermédiaire. Cette position nous amène à reconsidérer l'aspect fonctionnel de l'idéologie qui, au niveau de la science politique, prend une importance considérable. L'idéologie ne peut avoir que deux fonctions : la justification de l'existant ou son apologie et la contestation de cet existant en vue de

(1) G. LABICA : *Les Arabes, M. Jourdain et la dialectique* — Note critique sur quelques problèmes de l'idéologie in *Revue algérienne* n° 4 décembre 1967, pp. 869 - 894.

(2) Idem, p. 875.

(3) K. LOEWENSTEIN : *Les systèmes, les idéologies, les institutions et le problème de leur diffusion* in *Revue française de science politique*, 1953, p. 680.

(4) Idem, p. 678.

(5) Ibid.

la réalisation d'un idéal politique projeté. La justification concerne l'organisation sociale et politique qui existe ; donc l'idéologie politique fonctionne alors par les institutions existantes et anime celles-ci. La contestation apparemment ne peut presque jamais utiliser l'appareil institutionnel existant, elle prend une forme révolutionnaire qui passe par le renversement des institutions. Si celles-ci sont conservées, l'idéologie transforme complètement le fonctionnement de l'Etat et les rend inadéquates, voire de pures supercheries. On pourrait dire qu'à leur tour les institutions conservées et déphasées, par rapport à la transformation politique, deviennent des idéologies justificatrices. Cependant cette seconde modalité est plus répandue qu'on ne le pense pour la simple raison qu'il n'existe qu'un nombre limité de manières d'organiser les institutions et l'Etat. Cette constatation conduit alors à accentuer encore le rôle dévolu à l'idéologie, et à l'interprétation de la politique à partir de l'idéologie ; c'est l'idéologie dominante exprimée dans les institutions qui spécifie un régime. Mais l'analyse ne doit pas se limiter à la seule institution étatique, elle doit rechercher l'idéologie des autres institutions, notamment des partis, et apprécier un rapport de force. Pour ce faire, finalement, il faut se référer à l'idéologie implicite du peuple. Celle-ci est rarement unique et homogène, car les individus appartiennent à une pluralité de groupes et assument plusieurs idéologies qu'ils réintègrent dans un système idéologique de référence complexe. C'est ici que le concept d'idéologie implicite est utile car il permet une analyse plus profonde du phénomène politique.

D'ordinaire on insiste trop sur l'aspect contrainte, définissant l'Etat, dans cette optique, comme l'institution ayant le monopole de la contrainte organisée, négligeant le second élément qui est l'acceptation.

Le pouvoir doit être accepté et pour cela, se faire accepter. D'autre part, le pouvoir politique n'est pas détaché de la réalité sociale ; le politique n'est que la réalité sociale appréhendée sous l'aspect du rapport de la puissance du pouvoir à l'acceptation des gouvernés qui, finalement, contribue à cette puissance même. Le plus souvent il existe un consensus, un accord, sur le régime politique ou les gouvernants, reposant sur une idéologie implicite qui prédétermine les citoyens à respecter l'autorité que, de ce fait, ils contribuent à créer. Cependant dans les régimes démocratiques classiques, caractérisés, le plus souvent, par un renouvellement périodique des gouvernements, l'idéologie implicite est d'une efficacité apparemment moins évidente ; elle s'applique davantage au niveau des institutions et des pratiques de gouvernement, ce qui est normal dans la mesure où l'on caractérisait la démocratie par la dépersonnalisation du pouvoir, l'institutionnalisation et la représentation. L'évolution récente se fait en sens inverse : la pratique politique tend à valoriser la personne du « leader » ; dans ce cas l'idéologie s'attache également à la personne des dirigeants.

Toutefois la relation n'est pas univoque entre le pouvoir et l'idéologie implicite des gouvernés, car l'Etat est détenteur d'une idéologie, qui le fait s'animer et agir de manière coordonnée, qu'il cherche à faire partager par les gouvernés. De plus tout gouvernement doit justifier

et défendre la politique qu'il pratique par la propagande (1). L'Etat est ainsi conduit à élaborer une idéologie même dans le cas, quasi improbable, où au départ il n'en aurait pas eu une. Elle s'exprime dans les discours des dirigeants, par les moyens d'information gouvernementaux, la propagande officielle, mais aussi la législation. Parfois l'Etat se réclame d'une doctrine et revendique une fidélité de la pratique politique envers elle. L'important c'est le passage de cette idéologie explicite, parfois systématisée sous forme de doctrine, dans les divers groupes sociaux. Dans cette opération, il y a un processus de schématisation, de simplification et de réduction de ses éléments. Cette idéologie schématisée ne vient pas se plaquer sur l'idéologie implicite d'un groupe, elle s'y fond ; elle s'allie aux autres éléments en une totalité explicative de l'être social de l'homme. Toutefois cette opération ne particularise pas à l'extrême l'idéologie simplifiée de l'Etat ; elle laisse subsister cette dernière comme un point commun, sauf à constater l'impossibilité d'intégration à cause d'un antagonisme irréductible. Ainsi en réponse à l'idéologie, généralement explicite, de l'Etat s'élabore une idéologie implicite transposée et adaptée sur la base de laquelle se fait l'accord entre gouvernés et gouvernants ; accord qui peut être total ou partiel, couvrir tous les secteurs de la politique ou seulement certains. A notre avis c'est ce phénomène que recouvre le concept de légitimité. Est légitime le pouvoir qui est accepté par la majorité du peuple sur la base de l'idéologie implicite de celle-ci. Une telle proposition n'est pas sans présenter des équivoques, en tout cas elle est complètement dépourvue de jugement de valeur. L'acceptation peut en effet résulter du libre processus de l'activité sociale ; mais elle peut découler également d'un endoctrinement de type totalitaire dont le but avoué est la transformation radicale des mentalités, et la constitution d'une nouvelle idéologie implicite reposant sur une mutation spirituelle de l'homme. Remarquons cependant qu'entre les deux situations il n'y a pas opposition de nature, mais seulement de degrés et que de plus la réalité est souvent située entre les deux.

S'il y a tout lieu de penser qu'au regard de la majorité des Allemands le régime hitlérien fut légitime, le processus de légitimation dans ces cas par le développement d'une propagande totalitaire ne représente qu'un aspect extrême d'un phénomène largement répandu : seules la violence et la plus grande part d'irrationnel singularisant l'exemple nazi. La constatation des faits montre la part importante que représente l'inconscient collectif dans l'idéologie implicite. De plus ce phénomène de l'idéologie implicite a le mérite d'attirer notre attention sur la persistance de comportements et d'idées tant que la base idéologique qui les alimente persiste.

Afin de parfaire l'analyse des relations du pouvoir, et de façon plus générale de la politique, avec l'idéologie, il faudrait réintroduire les réflexions que nous avons faites sur l'enracinement social de l'idéologie pour éviter de la considérer comme un phénomène existant en soi.

(1) Sur ce point voir l'ouvrage du professeur J. ELLUL : **Propagandes**, A. Colin, Paris 1963.

Des enquêtes sociologiques sur les manifestations idéologiques aux différents niveaux du politique permettraient d'ailleurs de préciser la nature et la fonction de l'idéologie et de tenter ensuite une théorie générale. C'est pourquoi notre expérience personnelle et nos déterminations font que cet essai peut être considéré lui-même comme une manifestation idéologique, malgré notre effort de réflexion objective. L'étude de l'idéologie met en jeu l'idéologie implicite que partage l'individu et qui conditionne ce dernier dans l'appréhension du phénomène et son explication rationnelle.



L'approche du concept d'idéologie politique que nous tentons à plusieurs niveaux nécessite une recherche non plus quant à la manière dont se présente l'idéologie, explicitement ou implicitement, mais quant au matériau par lequel elle se formule. On retient le langage sur lequel se constitue et s'exprime l'idéologie ; ce faisant on peut retrouver le système de référence au moyen duquel l'homme se situe dans le monde et la société.

Le phénomène de l'idéologie politique a été clairement perçu avec l'extension de l'importance de la politique dans la vie des citoyens, c'est-à-dire surtout après la Révolution de 1789 en Europe occidentale. Jusqu'alors sa réalité a été ressentie, voire utilisée, mais non conceptualisée. Le processus même de la conceptualisation est le signe d'une prise de conscience explicite du phénomène. L'âge d'or de l'idéologie politique, formulée en terme politique, c'est le XIX^e siècle, et le début du XX^e siècle ; depuis l'expression de l'idéologie politique a changé partiellement de registre et nous vivons dans une période de pluralité de formes d'idéologies politiques.

L'idéologie politique est déterminée par le rapport existant, dans un contexte social donné, entre une idéologie et le phénomène politique ; dès lors c'est au contenu explicatif et à la signification de l'idéologie qu'il faut consacrer cette analyse. On suppose de la part de l'observateur une attitude réceptive : il faut accepter l'idéologie telle qu'elle se présente, sans la déformer par une interprétation a priori : sauf à être conscient de la distorsion de notre subjectivité, avec un système de référence particulier, introduit.

La première forme d'idéologie est de type religieux, ou magico-religieux. (Il est d'ailleurs très difficile de faire une distinction nette de la religion d'avec la culture. Car cette culture est elle-même imprégnée par les croyances religieuses ; il ne paraît pas faux de dire dans ce cas que la culture elle-même est un élément de l'idéologie implicite). La croyance religieuse constitue une totalité suffisamment compréhensive et explicative pour englober toute l'activité humaine.

Si l'on pouvait établir une succession historique dans les faits sociaux enchevêtrés et réciproquement actifs, la première forme d'idéologie serait le langage dans la structure et les références qu'elle impose ; même le langage serait une idéologie explicite pour celui qui l'analyse et implicite pour celui qui en use.

Cependant le phénomène religieux n'est pas homogène et la croyance a évolué.

A l'origine il faut parler de croyance magico-religieuse, en effet la magie l'emporte de loin sur la religion ; d'ailleurs il convient de rappeler la charge magique même des religions les plus évoluées. La magie se caractérise par la croyance en la possibilité de l'homme de modifier l'ordre naturel par son action médiatisée sur l'ordre surnaturel. Il existe un parallélisme des deux ordres avec un retentissement sur l'autre des bouleversements intervenus dans un ordre. La manifestation de ce dérangement au second degré se faisant au troisième degré, dans l'ordre d'où est partie la manifestation de l'existant. Si l'homme peut ainsi subir les conséquences de ses actes, notamment impies, il peut aussi provoquer l'action du divin par un acte symbolique. Il ne faudrait pas croire, à propos de magie, qu'elle se limite seulement à l'Antiquité ou à des sociétés vivant dans des conditions archaïques ; ainsi l'Angleterre Shakespearienne est riche en comportements et croyances magiques, desquels le dramaturge s'est fait l'écho dans ses œuvres : les bouleversements du monde humain se traduisant par des désordres de la Nature. D'ailleurs, même dans les pays les plus développés la magie a persisté jusqu'à une époque récente en milieu rural ; de plus les sociétés techniciennes provoquent un retour à la magie.

Dans l'Antiquité la magie s'est très vite alliée à la religion au travers des mythologies : elle transpose les attitudes magiques dans l'adoration des dieux ; l'invocation n'étant qu'un recours magique au divin. Les mythologies se présentent comme des totalités explicatives et sont en même temps crues comme des structures permettant l'intervention de l'homme dans l'ordre social et naturel par la médiation de l'action divine. Dans la mesure où les mythes ont des prolongements politiques on peut les considérer comme ayant une fonction d'idéologie politique ; le plus souvent d'ailleurs le mythe intervenant dans le sens du conservatisme (1).

L'étape de la religion révélée constitue un progrès vers le rationnel, tout en reposant sur un acte de foi ; il y a un dégagement de l'homme à l'égard de la Nature, il ne conçoit plus le rapport religieux qu'à l'égard d'une divinité transcendante. Cette attitude prédispose d'ailleurs à une appréhension rationnelle de la Nature. Cependant longtemps cette religion révélée conserva des éléments magiques, comme si un syncrétisme s'était opéré entre mythologie et religion révélée. On peut considérer que la séparation s'amorce pour le christianisme, avec la Renaissance, sans que toute équivoque et tout paradoxe soient d'ailleurs éliminés, l'attitude de Jean Bodin est révélatrice à cet égard, autant occupé par la démonologie et la magie que par la science. La Réforme joua un très grand rôle en ce domaine. Au XVII^e siècle, en Angleterre, Hobbès cependant est encore occupé à démythifier la religion...

L'important c'est que cette religion a constitué une structure de référence, une idéologie. Il eut été difficile à un homme de se séparer

(1) Sur le problème de la relation mythe-idéologie, voir notre 3^e partie.

alors de la religion, car il aurait perdu son idéologie implicite et aurait été tel un navigateur sans boussole ou repère quelconque. Bien peu d'hommes ont pu assumer cette position, Machiavel fut l'un d'eux. Ceci explique le caractère dramatique de l'excommunication ; d'autant plus qu'ipso-facto l'individu était rejeté de l'ordre social. Ce dernier fait montrer le caractère politique de l'idéologie religieuse.

A ce niveau, c'est l'aspect fonctionnel de l'idéologie qui entre en ligne de compte, la relation entre celle-ci et la sphère du politique. Des études de sociologie religieuse ont montré l'existence d'une unité entre l'organisation mythologique des religions primitives indo-européennes et la conception des fonctions dans la société, notamment sous l'aspect politique. D'une façon générale religion et politique dans l'Antiquité traduisent par leur aménagement respectif une structure mentale où s'opposent et s'allient, en se complétant, la durée et le changement. Une partie du divin est symbole de changement, donc magique, l'autre symbole de durée et de fidélité, sous l'aspect du juridique. Ces deux éléments constituent la fonction de souveraineté, qui coexiste avec les fonctions de force guerrière et de fécondité (1).

L'organisation de la souveraineté reposait sur une bipartition entre le roi magicien et le prêtre (caractérisés par une qualité différente dans la Rome antique : le premier par la *celeritas*, le second par la *gravitas*). Le magico-religieux constitue un tout absorbant le politique. Le signe le plus évident est constitué par les sacrifices divers entrepris avant toute action engageant la cité : la guerre, le choix des magistrats... (2). Tout le groupe social vit dans cette structure idéologico-mythique ; on peut même affirmer que le politique s'absorbe globalement dans le magico-religieux : l'attitude politique étant symbolique, ainsi que les relations sociales. La croyance magico-religieuse, véritable idéologie implicite, se constitue en idéologie explicite par les actes de la vie politico-religieuse et les lois.

La religion révélée introduit plus de simplicité, en un sens davantage de rationalité, pour aussi paradoxal que paraisse l'application de ce terme au domaine de la croyance. Cette religion si elle a été combattue, au nom d'autres pré-existantes, finit par s'imposer à cause précisément de cette simplicité, mais aussi de son contenu mystique. Dès que le pouvoir se convertit à cette religion, la politique est directement empreinte de sa sacralité. Parfois même ce sont les chefs religieux ou les prophètes, qui assument le pouvoir, la dépendance du politique à l'égard de la religion étant plus forte. Pour reprendre une affirmation de Hobbes analysant, dans l'Ancien-Testament, la situation chez les Hébreux, la politique n'est qu'une partie de la religion.

(1) Pour une introduction à cette question voir Georges Dumézil : **les trois fonctions dans les épopées indo-européennes**. Preuves (avril 1968 p. 3-12). Compléter par : La religion romaine archaïque. Payot, Paris, 1966.

(2) Sur cette question : Luc de Heusch : **Pour une dialectique de la sacralité du pouvoir** (p. 15 à 47) in : **le pouvoir et le sacré** Institut de sociologie de Bruxelles.

Notre ignorance, regrettée, des autres religions nous oblige à nous référer uniquement au Christianisme. Les différents exemples que nous retiendrons ont pour objet de montrer que le Christianisme a joué le rôle d'une idéologie politique.

D'abord, comme toute religion, le christianisme introduit la durée, mieux même, l'éternité, et la politique va s'inscrire dans l'existence d'une Providence éternelle qui la détermine. Le détenteur du Pouvoir n'étant que le personnage passager qui assume une fonction quasi éternelle, par procuration, jusqu'à la réalisation du Royaume de Dieu. Le royaume terrestre est une préfiguration et une préparation imparfaite à ce dernier. La forme de gouvernement qui se développe de façon générale est la Monarchie ; la République aristocratique n'étant limitée qu'à de petits Etats, ou à des situations de crise. Le roi reçoit de la religion un caractère sacerdotal, dont l'onction faite lors du sacre est la marque. Le monarque de droit divin est considéré comme le « lieutenant » de Dieu à la tête de son royaume. Ce caractère sacerdotal se manifeste par le pouvoir thaumaturgique de certains, comme le roi de France : les hommes crurent en un tel pouvoir. Les différents mythes entourant la monarchie française sont intéressants comme révélateurs de l'implication de l'idéologie chrétienne dans le domaine politique durant une longue période.

Le Christianisme, sous la forme du catholicisme longtemps, fut perçu de façon ambiguë et donna lieu à de nombreux conflits. Il revendiquait une universalité d'application. A cette universalité sur le plan religieux correspondant une recherche d'universalité sur le plan politique : la recreation de l'Empire (romain), mythiquement continué jusqu'au St Empire romain germanique, en passant par l'Empire de Charlemagne. L'idéologie religieuse cherchant à réaliser l'unité politique des chrétiens. Cependant cette idéologie ne parvint pas à l'unification à cause du bicéphalisme de la chrétienté et du renforcement des royaumes particuliers défiant tour à tour chacune des autorités. La rivalité entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel fut une des plaies des monarchies d'Ancien-Régime. Elle opposa d'abord le Pape à l'Empereur, puis, avec l'émancipation des royautés particulières aux souverains. Cette tension entre deux dirigeants appuyés sur la même idéologie, dont la qualité sacerdotale était proche (bien qu'au titre de successeur de Pierre, le Pape soit chef de l'Eglise), fut une des causes du succès de la réforme et du soutien politique qu'elle reçut. Menacés de déposition par le Pape, qui intervenait dans la politique des Etats, certains souverains trouvèrent préférable de se détacher de Rome, tout en conservant la religion chrétienne, mais remaniée. Un exemple remarquable est fourni par l'Anglicanisme, religion nationale, où le Roi est en même temps le Chef de l'Eglise. On peut dire que dans ce cas la religion devient une véritable idéologie de l'Etat. En France Louis XIV manifeste des tendances semblables avec le « gallicanisme ». Il serait facile, mais inutile, de prolonger les développements sur la religion comme idéologie politique ; toutefois on comprend ainsi comment des oppositions religieuses devinrent des conflits politiques (guerres civiles ou conflit internationaux) et comment des actions politiques apparurent comme des manifestations religieuses.

La laïcisation progressive de la pensée, entreprise dès la Renaissance et qui se développa surtout dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, permit une mutation quant au contenu de l'idéologie. D'abord les intellectuels, ces professionnels de l'idéologie explicite, eurent le coup de foudre pour la raison et en vinrent à considérer la religion comme un obstacle à son libre jeu. Ce qui explique le développement de l'irrégion et de l'esprit de tolérance. Toutefois les philosophes conservèrent, par exemple Voltaire, la religion comme facteur de conformisme moral ; Rousseau, outre la religion intérieure, vint à considérer la religion ritualisée comme un principe d'unification de la société. La religion est ainsi vidée de son contenu surnaturel, pour ne conserver que ses implications sociales. La révolution de 1789 ne fait que poursuivre cette laïcisation, voire séculariser la religion. Bien des institutions juridiques, comme le mariage, qui n'est qu'une désacralisation du sacrement, permise par l'appareil conceptuel du droit romain, apparaissent comme des legs de la religion. Même, une religion politique, dirigée par l'Etat, est mise sur pied par Robespierre : le culte de l' « Etre Suprême ».

La nouvelle idéologie politique, formulée en termes politiques, s'élabore autour de grands mythes comme la Nation, la liberté, la Révolution... Elle prend forme en France, car c'est dans ce pays que l'Ancien Régime est mis en cause de façon radicale, l'Angleterre connaissant une évolution particulière où l'idéologie politique progressivement formée depuis la fin du XVII^e siècle est le libéralisme. Pour l'Europe continentale, où la France était la plus en avance, la Révolution de 1789 représenta la rupture violente et l'exemple contagieux. L'idéologie révolutionnaire est universaliste, elle veut propager des idéaux ; mais elle est ambiguë, car elle repose sur un nationalisme (les thèmes de « Nation » et de « Patrie » sont largement développés). Ainsi ce nationalisme expansionniste de la Révolution et de l'Empire provoque-t-il l'éclosion de nationalismes de défense chez les peuples conquis et exploités. Cependant, en même temps, la revendication libérale a été semée et l'autoritarisme des Monarchies est contesté. Quel est l'enracinement de cette nouvelle idéologie ? En France c'est l'idéologie explicite de l'Etat, avec, lors de la période impériale, une tentative de fusion du nationalisme à l'idéologie religieuse. Dans les autres pays du continent c'est l'idéologie de groupes révolutionnaires contestant le pouvoir. Dans ces pays l'alliance entre libéralisme et nationalisme est caractéristique. Néanmoins cette idéologie révolutionnaire manque de solidité, l'une des manifestations en est la succession des régimes politiques qui traduisent une crise de la légitimité. C'est donc faire référence à l'idéologie implicite ; plus précisément, les difficultés de l'idéologie politique nouvelle, et sa contestation, proviennent de ce qu'elle n'est pas suffisamment enracinée dans le peuple. Pour prendre des références sociales, disons que l'idéologie bourgeoise n'a pas complètement remplacé l'idéologie aristocratique : il y a coexistence. En France ce fut la III^e République, avec des soubresauts sur le parcours, qui consacra l'idéologie issue de la Révolution. La société française vivait alors au rythme des débats politiques, ce fut l'âge d'or des tribuns. Jamais la politique ne fut tellement au centre de la vie sociale.

D'ailleurs, cette première moitié du XX^e siècle représente la consécration de l'idéologie dans son contenu et sa fonction politiques. Lénine, tacticien révolutionnaire, valorise le politique. Toute action politique n'est possible que par une prise de conscience politique. C'est pourquoi il faut doter le prolétariat d'une idéologie afin de lui faire prendre conscience de sa position et de lui procurer une arme pour attaquer l'idéologie bourgeoise. Dans « Que faire ? », il écrit : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ». Non seulement l'idéologie politique est déterminante pendant la période révolutionnaire, mais elle demeure fondamentale pour l'exercice du pouvoir, notamment pendant la « dictature du prolétariat ». Le marxisme-léninisme après n'avoir été que l'idéologie explicite d'un groupe révolutionnaire, puis de l'Etat soviétique., s'est répandu dans le peuple pour devenir une idéologie implicite.

Ce processus met en relief le problème de l'intégration de l'idéologie explicite à une idéologie implicite pré-existante, et des conditions de sa réalisation. A l'origine une distorsion se produit nécessairement dans le sens de la simplification et de la vulgarisation de l'idéologie explicite, surtout quand il s'agit d'un système philosophique complexe, avec sa perception populaire sous forme de mythes, schèmes simplifiés moteurs. De plus l'idéologie doit être assumée par l'individu ; il est rare qu'elle évacue tous les systèmes antérieurs. Ceux-ci servent de vestibule pour l'introduction de l'idéologie nouvelle, bien qu'au cours de l'assimilation ils puissent être modifiés, voire progressivement éliminés. Le processus d'assimilation conduit à une synthèse des éléments compatibles ou rendus compatibles. Il faudrait pouvoir analyser l'évolution historique d'une idéologie politique, surtout sous la forme implicite de représentation collective, pour obtenir une certitude rigoureuse quant au processus d'intériorisation par l'individu, ou le groupe, et aux modalités d'intégration de l'idéologie par le système antérieur de référence. On peut considérer que l'idéologie implicite est rarement homogène quant à ses éléments, elle possède la variété même de la culture qui lui sert de support. L'idéologie explicite à son tour, malgré l'effort de rationalisation peut se ressentir de l'hétérogénéité composante et recomposée en un tout homogène, parfois de manière purement symbolique et irrationnelle, de l'idéologie implicite qu'elle révèle à l'existence conceptuelle.

En Russie existaient une culture à dominante slave et des nationalismes dont celui des Grands-Russes. La révolution de 1917 et le jeune Etat Soviétique devaient compter avec eux, même s'il ne s'agit que de reculs théoriques tactiques afin d'implanter la Révolution et l'idéologie nouvelle. D'autre part, au niveau de l'organisation économique, la N.E.P. constitue un retour à l'économie de marché, et eut pour conséquence l'émergence d'une catégorie d'enrichis qui représentèrent un obstacle au développement du régime. La période stalinienne, outre la dictature personnelle de Staline, se caractérisa par une déviation de l'orthodoxie doctrinale. L'idéologie politique de cette époque était à forte proportion nationaliste, voir elle fut l'occasion de la résurrection du comportements magico-religieux à l'égard du Pouvoir.

Le marxisme-léninisme ne cessa de se rationaliser, de se particulariser. A l'intérieur de l'U.R.S.S. il y eut les tentatives des Musulmans pour interioriser cette idéologie et résister à l'emprise du nationalisme Grand-Russien qui ne cessa de se développer (1). De plus l'Internationale était en pratique dirigée par l'U.R.S.S. Ce nationalisme hégémonique entraîna une réaction de défense dont les principaux exemples furent ceux de la Yougoslavie et de la Chine. Dans ces deux cas le marxisme s'intégra le nationalisme de ces pays.

Actuellement la situation se caractérise par un pluralisme d'interprétation du socialisme et de ces modalités de réalisation. Déjà en 1947 M. Djilas écrivait « ... Pour se maintenir le communisme doit devenir national ». (« The new class »). Togliatti a généralisé cette idée « ... tout le système est en passe de devenir polycentrique » (2). L'introduction de cette dimension nationale dans l'idéologie marxiste-léniniste, s'accompagne de tout le contenu culturel de la Nation ; car le nationalisme est inséparable d'une histoire et d'une culture, même réinterprétées en fonction de l'orientation de ce nationalisme. Ceci pose la question de la distorsion du marxisme-léninisme, idéologie explicite, si tant est qu'il est pur de toute adaptation à ce stade, devenant l'idéologie implicite d'un groupe social ou de tout un pays.

Autres idéologies importantes furent le fascisme et le nazisme, à cause des comportements religieux auxquels elles donnèrent lieu de la part des individus. L'idéologie politique et son rituel pouvant être une véritable religion de substitution, où la charge magique est particulièrement importante. Un signe de la dimension totalitaire de l'entreprise est le souci de réaliser une communauté idéologique, ceci par des techniques d'encadrements et de propagande. Dans ces cas il est évident que ces idéologies participent à une sacralisation du pouvoir et du politique (3).

Toutefois actuellement l'idéologie politique, formulée en termes politiques, a été perçue par certains comme en régression, c'est le cas de M. Aron.

Cette vue est particulièrement intéressante, non pas tant quant à la conclusion formulée en soi, que par le phénomène dont elle est le signe, dans les pays occidentaux. Dire que l'idéologie décline à une époque où se réalise la « révolution culturelle » chinoise et où les Etats nouveaux tentent d'élaborer une idéologie nationale en vue de renforcer le consensus et de mobiliser le peuple pour le développement économique, est pour le moins paradoxal. Le phénomène chinois est particulièrement intéressant par son ampleur, cependant l'interprétation se heurte à une ambiguïté : la « révolution culturelle » n'est-elle qu'une voie destinée

(1) Sur la relation entre le marxisme-léninisme et le nationalisme voir : Hélène Carrière d'Encausse **Communisme et rationalisme** Revue française de science politique juin 1965 (n° 3) p. 466 et suivantes.

(2) Sur la situation actuelle : A. Fontaine. **De la patrie du socialisme au socialisme des parties**. « Le Monde », 1^{er} 2 mars 1968.

(3) Voir des citations caractéristiques dans Marx Gallo : **L'Italie de Mussolini** Chap. V Collection Marabout Université, Gérard et Cie 1966.

à couvrir la lutte de groupes rivaux pour le pouvoir, a-t-elle pour but premier une mutation des mentalités, ou est-elle le reflet d'une lutte des classes au niveau d'une opposition idéologique ? (1). Remarquons que l'équivalent chinois de « révolution culturelle » est « révolution de la civilisation » ; donc la tentative est encore plus profonde. M. R. GUILLAIN écrit : « refaire la société humaine et refaire l'homme, voilà l'utopie, ou, si l'on veut, voilà le grand dessein de MAO TSE-TUNG qui fait le fond du nouveau mouvement » (2). La « révolution culturelle » permet de constater l'importance du processus d'intégration de l'idéologie explicite par le peuple et les obstacles rencontrés et d'autre part cet événement montre les lenteurs de la modification des mentalités. Lorsque l'on disposera des documents nécessaires, l'étude de la « révolution culturelle » comme celles des modifications intervenant en Europe

(1) La « révolution culturelle » chinoise est très discutée et les interprétations sont divergentes. Officiellement elle est présentée comme une lutte idéologique représentant la lutte menée contre la réapparition du capitalisme et la bourgeoisie dans un pays socialiste, sous la forme du « courant économiste ».

— Sur ce point voir « Pékin Information » n° 4 23 janvier 1967 p. 8 à 10.

— La révolution doit exclure la violence pour n'agir que par la persuasion : cf. l'allocation de Mme KIANG-TSING (28 novembre 1966) : « Dans la grande révolution culturelle prolétarienne, il faut mener la lutte par le raisonnement et non par la contrainte ou la coercition. Il ne faut pas frapper les gens. La lutte par la contrainte ou la coercition ne peut que les toucher dans leur peau et dans leur chair, seule la lutte par le raisonnement peut les toucher dans ce qu'ils ont de plus profond. » (in « Problème chinois ». Notes et études documentaires 10 avril 1967 n° 3380 p. 8).

— M. Jean BABY (Défense et illustration de la révolution culturelle « Le Monde » 31 octobre et 1er novembre 1967) se fait l'écho de cette interprétation : « Dans son essence la révolution culturelle est aussi une grande bataille de classes entre la bourgeoisie et les masses populaires, mais avec cette particularité de se dérouler sur le plan idéologique et dans un pays socialiste... » (« Le Monde » 1er novembre 1967).

Une remarque de M. BABY montre d'ailleurs l'importance de ce que nous avons appelé l'idéologie implicite ; à propos du maintien des classes sociales dans une société socialiste, il écrit : « Cette persistance existe surtout dans le domaine idéologique ; le poids des idées passées pèse encore pendant un temps très long sur la conscience de la majorité des hommes dans une société socialiste ». (« Le Monde » Idem).

— Consulter également, Articles et Documents 26 janvier 1968 n° 1888. Marianne BASTID Origines et développement de la révolution culturelle. in Politique Etrangère 1967 n° 1 pp. 68-86.

— François JOYAUX révolution culturelle et politique extérieure chinoise. in Politique étrangère 1968 n° 1 pp. 35 à 52.

(2) Robert GUILLAIN « La révolution culturelle en Chine » « Le Monde », 26 janvier 1967.

orientale actuellement (1), permettront certainement d'établir des conclusions importantes sur le phénomène idéologique.

Malgré ces faits, qui mettent en doute sa valeur, la thèse de la « fin des idéologies », même si elle ne vise que les sociétés industrielles, présente un double intérêt. Elle révèle d'abord une attitude idéologique, assumée en France par MM. ARON et DUVERGER. Dire qu'il n'y a pas de contestation idéologique c'est se faire le défenseur du statu-quo ; c'est accepter que l'idéologie dominante se diffuse sans opposition ; donc c'est adopter une attitude conservatrice, qui permet, par ailleurs, à M. Aron de critiquer, de manière discourtoise, l'idée de M. Duverger sur la convergence à terme des systèmes capitaliste et socialiste dans les pays développés (2). Visiblement cette idéologie de la « fin des idéologies » est un masque de la classe dominante qui dispose des moyens de diffusion de ses valeurs et exerce les efforts de ses protagonistes pour diffuser la leur (3).

Toutefois la thèse du déclin des idéologies dans la société industrielle a un fondement. S'il est inexact de dire que l'idéologie disparaît, on constate bien un assouplissement ; apparent dans la vie politique intérieure d'Europe occidentale, moins dans les relations entre bloc occidental et U.R.S.S. (4). Il est de plus en plus courant de voir les leaders politiques se muer en professeurs d'économie politique : jamais cette science n'eut tant de vogue, au point de devenir tranquillement une idéologie.

M. DUVERGER minimise la mutation n'y voyant que le remplacement d'une contestation globale par une contestation partielle. Si l'idéologie politique formulée en termes politiques devient plus discrète c'est que les individus ont transformé leurs structures de référence et leurs valeurs. Il y a une laïcisation sans précédent de la pensée et un maté-

(1) Indications sur la Roumanie Articles et Documents (La Documentation française) n° 0.1860 01861 14 21 juillet 1967 et n° 0.1807 8 juillet 1966.

A. GASPARD - Roumanie 1968. Journal de Genève 3-4-5 avril 1968.

Sur « Les relations entre les Etats communistes depuis vingt ans » article de Z. BREZINSKI, in Article et documents n° 0.1860 01861 p. 1 à 8 ; avec cette remarque : « ... dans l'histoire des idées, la relativisation d'une doctrine antérieurement absolue, a le plus souvent été le premier stade d'un affaiblissement de l'idéologie correspondante ».

(2) M. DUVERGER Introduction à la Politique Collection Idées.

(3) Mauro FOTIA - Idéologies et élites contemporaines - in L'Homme et la société n° 5 de 1967 ainsi que Adam SCHAFF (déjà cité).

(4) L'ambiguïté de la position de M. Aron tient d'ailleurs à une définition trop étroite de l'idéologie : « ... Je définissais explicitement l'idéologie comme un système global d'interprétation du monde historico-politique. Il est vrai, me semble-t-il, que les systèmes globaux, qu'ils soient ceux des libéraux à la Hayek ou des marxistes, sont en déclin, mais il est malaisé de tracer la ligne de séparation entre les idéologies, mise en forme d'une attitude historique ou d'une hiérarchie de valeurs, inséparables de toute politique et en tout cas de toute politique démocratique, et les systèmes globaux d'interprétation auxquels je réservais le terme d'idéologie ». Trois essais sur l'âge industriel - Collection Preuves Plon Paris 1966 p. 214-215.

rialisme de l'existence quotidienne qui donnent davantage d'importance aux aspects socio-économiques. Les grandes questions des sociétés industrielles concernent la gestion rationnelle de l'économie, le niveau de vie, la sécurité socio-économique, le développement... Une nouvelle idéologie ainsi se formule, que nous qualifierons de politique en égard à sa fonction et sa manifestation. Le taux d'expansion devient un nouveau mythe à efficacité politique. Certains se sont récriés de voir rechercher l'expansion pour elle-même, montrant qu'elle ne pouvait être qu'un moyen et non une fin. A notre sens c'est le signe de l'idéologie de l'économie. Cette période critique qui correspond à la mutation de l'idéologie permet d'ailleurs de saisir son irrationalité profonde.

Aussi ne faudrait-il pas parler de « fin de l'idéologie », mais de modification de son contenu explicatif et référentiel, qui traduit un changement de l'univers mental. Un tel phénomène révèle également l'importance de l'idéologie implicite que l'idéologie explicite conceptualise, avec un décalage : soit de manière indirecte, comme les essais polémiques de M. Aron que nous distinguons de son œuvre universitaire ; soit directe par les discours politiques.

Un telle évolution est également sensible dans les pays en voie de développement pour lesquels la constituante économique de l'idéologie politique est considérable (1). D'ailleurs l'exemple de ces pays nous fournit l'occasion de nuancer les développements consacrés au contenu de l'idéologie politique.

Il n'y a pas d'évolution linéaire selon le triptyque décrit ; en fait l'idéologie se présente dans un aspect composite ; ce que nous avons relevé ce sont des dominantes. De plus il existe toute une série de situations intermédiaires d'une dominante à l'autre, et la dominante ne se présente jamais de façon isolée. On pourrait dire qu'il s'agit de « types idéaux » établis après considération de l'évolution du contenu de l'idéologie ayant une fonction politique. Toutefois certaines situations sont ambiguës et l'idéologie contribue d'ailleurs à renforcer cette ambiguïté. Nous avons déjà esquissé la remarque que le politique est sujet à sacralisation et que l'idéologie politique (quelle que soit sa formulation) favorise ce processus par la communion qu'elle réalise entre les êtres avec le pouvoir. La sacralisation peut être de forme religieuse ou magique.

(1) Il serait intéressant de faire l'analyse thématique des différents discours prononcés par les orateurs dans le cadre de la Conférence des « 77 » tenue à Alger du 10 au 24 octobre 1967.

— Dans le discours prononcé par M. DOUDOU THIAM on peut relever ce passage : «... Nous nous rendons compte aujourd'hui que le véritable problème, pour nous est celui de l'élimination, non pas tellement des classes prolétaires que des nations prolétaires. Pays développés, pays sous-développés, nations riches, nations pauvres, voilà les deux réalités de notre époque ». Cité dans le supplément de EL MOUDJAHID du 26 octobre 1967.

— Président Léopold S. SENGHOR «... les plus grandes inégalités ne se trouvent plus entre les classes sociales à l'intérieur d'une même nation, mais entre les nations à l'échelle du monde ». « Le Monde » 31 janvier 1968.

D'autre part, une idéologie aussi importante que le nationalisme présente une structure très complexe où la culture et l'histoire telles qu'elles sont ressenties à un moment par un groupe ou par toute la Nation, se mêlent à des idées proprement politiques, voire même à des conceptions religieuses (de ce dernier cas l'histoire polonaise représente un bon exemple). Le comble de la complexité est peut-être atteint par les Etats issus de la décolonisation ; chez ceux-ci l'idéologie politique comprend une multitude d'éléments d'origines diverses et dont la synthèse n'est pas toujours aisée. En pratique c'est sa composante nationaliste qui domine ; mais à côté on se réclame du socialisme (concept moderne recouvrant en partie une conception ancienne de la fraternité de nuance religieuse et de la communauté familiale, clanique ou tribale). D'ailleurs la vie quotidienne prouve que dès que survient une crise, le pouvoir instinctivement recourt au nationalisme pour réaliser la mobilisation de l'opinion, avec parfois une nuance xénophobe d'autant plus efficace que persiste encore un ressentiment à l'égard des étrangers, hérité de la période coloniale. Un autre élément idéologique, qui peut-être appréhendé comme une facette du nationalisme, est l'anti-impérialisme. D'autre part, la situation d'ancien pays colonisé et de sous-développement crée une solidarité qui s'exprime par le recours à l'opposition entre pays pauvres et pays riches. Toutefois cet élément socio-économique de l'idéologie repose sur l'expérience vécue de la majorité des individus soumis avant à l'exploitation d'une minorité étrangère et d'une bourgeoisie locale soutenue par celle-ci. Un tel thème n'est pas dépourvu d'ambiguïté quant aux relations sociales internes.

Enfin à ces différents éléments s'ajoutent des apports religieux et culturels, traditionnels ; l'idéologie politique pouvant n'être que la résurgence de ce fonds ancien sous une conceptualisation moderne, explicable par le souci de se faire comprendre des ruraux enracinés encore dans la tradition. Naturellement les comportements politiques se ressentent de ce déphasage et deviennent symboliques et magiques. La vie politique pouvant être elle-même fortement personnalisée et reposer sur un réseau de relations inter-individuelles ; les institutions formalisées servant de cadre et de relais à ces relations personnalisées.

Comme dans tout Etat, l'idéologie politique de ces pays récemment indépendants pour être autre chose qu'un verbalisme exorcisant doit s'appuyer sur l'idéologie implicite déjà existante, sinon elle devient un jeu de nature magique. Toutefois quand l'idéologie implicite elle-même contient une forte proportion de magico-religieux on comprend la coloration de l'idéologie explicite, notamment son aspect incantatoire.

Enfin la situation post-coloniale complique encore la question, dans la mesure où deux cultures sont en présence, l'une originelle et l'autre importée et qu'elles sont en partie imbriquées l'une dans l'autre. De plus une division a longtemps opposé une minorité de culture en partie européenne et une majorité peu marquée à l'origine par cette culture étrangère. Toutefois cette dichotomie simpliste a varié dans son intensité selon les pays, et surtout depuis les indépendances la situation est plus complexe. Le plus large accès à l'enseignement, les efforts de développement, ont entraîné l'extension de la diffusion des langues européennes.

Paradoxalement ces langues n'ont peut-être jamais été autant connues des nationaux. L'idéologie implicite est amenée à en subir des conséquences, dans la mesure où parler une langue est une manière de penser et de vivre. L'étude de cette question permettrait de déterminer l'importance de la culture comme élément de l'idéologie implicite puisqu'elle est son support intégrateur, lequel se modifie au cours du processus d'intégration sélective d'une idéologie proposée.



L'idéologie existe-t-elle ou se manifeste-t-elle constamment ? La conception de d'idéologie implicite, que nous avons exposée, sous-entend la nécessité d'une représentation globale de sa situation par l'homme. Cette représentation peut-être de nature cosmologique ou sociale, ou mixte. C'est alors qu'intervient l'organisation sociale.

Il nous est impossible de décrire la genèse de l'idéologie politique en relation avec la formation des groupes sociaux, cependant nous pouvons essayer de mettre en relief le parallélisme entre l'idéologie politique et l'organisation politique des sociétés. Toutefois il faut faire intervenir des phénomènes d'inhibition et de transfert pour tenir compte des déphasages.

Le Pouvoir, concept par lequel on tente de définir la science politique, se manifeste par divers groupes sociaux. Chaque fois l'autorité est acceptée en fonction d'idées de croyances, de traditions, qui justifient l'obéissance et y obligent. La crainte peut apparaître comme la cause de l'obéissance, mais à terme elle est, ainsi que d'une façon générale la contrainte, rarement suffisante. Elle s'accompagne de tout un appareil de conceptions qui donnent une dimension quasi spirituelle au comportement d'obéissance. Celle-ci apparaît à différents niveaux : la famille, le milieu scolaire, les communautés humaines étendues... La question est de savoir quand le rapport autorité-obéissance peut-il être qualifié de politique ; quand le Pouvoir devient-il politique ? Nous ne répondrons pas directement car cela exigerait de notre part une autre étude, et d'autre part la réponse serait la solution apportée à la délimitation du champ d'action de la science politique, or, à notre connaissance, il n'en existe pas de satisfaisante. L'échappatoire consistant à retenir le Pouvoir dans le cadre de l'Etat : ce qui est commode dans la mesure où l'Etat tient une place prépondérante actuellement, mais théoriquement insuffisant (1). Néanmoins, nous proposons une définition du Pouvoir politique suffisamment large pour pallier l'inconvénient de la référence à l'Etat : le Pouvoir politique est l'autorité exercée par, le, ou, les hommes constituant le centre de décision politique, qui s'applique aux hommes composant l'ensemble social au sein duquel se déroule l'activité politique et en maintient la cohésion au moyen de la contrainte et de la persuasion, employées par le centre de décision, et à quoi répond l'acceptation explicite ou implicite du groupe.

(1) Sur la théorie du pouvoir politique J. W. LAPIERRE **Le Pouvoir politique** - PUF, Paris, 1959, notamment p. 33 à 34 ; 63 et 3ème partie. Sur l'apparition du phénomène politique dans les sociétés : Georges BALANDIER **Anthropologie politique**. PUF, Collection SUP. Paris 1967 notamment la conclusion.

Dans son ouvrage « Anthropologie politique », M. G. Balandier fait ressortir la généralité du phénomène politique : il existe même dans les sociétés « sans pouvoir politique centralisé (1), appelées « sociétés segmentaires ». Dans celles-ci « la vie politique diffuse se révèle plus par les situations que par les institutions politiques » (2). Nous retrouvons d'ailleurs, exposées de manière scientifique, des idées déjà formulées par J.J. Rousseau dans le « Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes ». M. G. Balandier conclut ainsi son ouvrage : « Les sociétés humaines produisent toutes du politique et sont toutes perméables au fluide historique » (3). Il souligne au cours de son argumentation la relation qui existe entre le développement du Pouvoir et le développement des inégalités sociales (4). L'œuvre de M. Lapierre permet de préciser l'idée même de société où apparaît le pouvoir politique, par le concept de « société civile », qui est « la totalité constituée par un grand nombre de groupements qui s'entremêlent sans se confondre, une société globale, ou encore, si l'on veut, une unité de symbiose sociale » (5). Ce qui nous apparaît important dans la qualification politique d'une société, c'est l'existence d'activités humaines diversifiées et complémentaires entraînant une différenciation des statuts sociaux, ayant pour conséquence l'existence d'une inégalité sociale qui donne naissance à des rapports sociaux inégaux. La société politique c'est le champ d'action de ces forces sociales, de leur opposition et de leur composition. Une telle conception permet d'ailleurs de prendre en considération des collectivités restreintes en fonction d'une activité spécialisée, mais de nature politique, par exemple la commune, voire un parti politique.

Cependant la science politique considère davantage les ensembles que les groupes partiels ; la relation politique étant retenue comme caractérisant les rapports qui s'établissent au sein de ces ensembles entre les dirigeants et les dirigés. Donc à un second niveau intervient l'extension de l'ensemble pour caractériser la nature politique du pouvoir qui y est exercé.

Enfin doit être étudiée la position relative de l'ensemble envisagé par rapport aux autres ensembles. Ainsi conçoit-on des rapports politiques au sein de chaque ensemble, donc des relations « horizontales », et des rapports entre plusieurs ensembles, donc des relations « verticales », soit entre ensembles inégaux soit entre individus de ces derniers. D'ailleurs les relations « horizontales » peuvent dépasser le cadre d'un ensemble pour s'étendre aux rapports entre ensembles équivalents. Enfin des relations « horizontales » se développent sur le plan international, voire même des tentatives de création de relations « verticales » apparaissent également à ce niveau.

C'est à l'occasion de cette activité et de ces rapports politiques que

(1) G. BALANDIER, *idem*, p. 8.

(2) G. BALANDIER, *idem*, p. 77.

(3) G. BALANDIER, *idem*, p. 230.

(4) G. BALANDIER, *idem*, p. 45.

(5) L.W. LAPIERRE, p. 34.

se manifestent et agissent les idéologies. Ainsi peut être adoptée une classification simplificatrice des idéologies en idéologies infra-étatiques, étatiques et trans-étatiques, selon leur champ d'application et la portée de leur action. Toutefois une telle classification rencontre des difficultés : si l'idéologie étatique est celle qui développe son activité dans l'Etat-Nation, il existe des cas ambigus. D'autre part, cette classification valorise le concept d'Etat qui sert de référence.

Par idéologie infra-étatique nous entendons celle qui se manifeste dans une société politique non organisée en Etat ; l'organisation politique est alors généralement de nature clanique ou tribale. (Cependant dans les sociétés modernes on peut réserver également le cas de groupements diversifiés n'appartenant pas à la structure institutionnelle de l'Etat, comme le parti politique dans certains cas). Le plus généralement ce sont des mythes qui ont valeur d'idéologie ; c'est la raison pour laquelle nous incluons, dans la définition de l'idéologie politique, le mythe ; sans oublier que dans les sociétés étatiques il existe des mythes dans l'idéologie. Une telle conception n'est pas aussi hétérodoxe qu'il le paraît à première vue ; un point intéressant des discussions lors du Colloque de Cerisy, sur le mythe politique, fut le rapprochement fait entre « mythe », « utopie » et « idéologie » (1). C'est ainsi que M. GURVITCH affirma « Le mythe peut être un genre d'idéologie, mais il peut tout aussi bien ne pas l'être. Autrement dit, nous sommes en présence de trois domaines qui interfèrent, de trois cercles sécants, mais qui peuvent aussi se séparer » (2). De plus il distingue entre le mythe cosmogonique, propre aux sociétés archaïques, et le mythe des sociétés prométhéennes (au sens Sorélien). Or il semble que le mythe cosmogonique avait une valeur explicative et justificatrice, tous éléments propres à une idéologie. Dans la mesure où l'activité politique était comprise dans un cadre magico-religieux il n'est pas étonnant que le mythe ait eu la fonction d'une idéologie politique. Une fois de plus il faut retenir le phénomène et sa fonction et non pas le matériau d'expression, ou plutôt, réinterpréter ce dernier à la lumière de la fonction.

D'autre part le mythe propre aux sociétés modernes, ou « prométhéennes », nous apparaît comme un élément de l'idéologie. Ce pourrait être une image motrice d'une idéologie figée, perçues ainsi du fait de l'analyse de l'observateur. M. M. RODINSON conçoit les mythes comme « des thèmes centraux d'une idéologie » (3). Une attitude prudente, définie par M. L. HAMON, consiste à ne pas opposer idéologie et mythe.

M. BALANDIER, quant à lui, considère le mythe et l'idéologie dans une perspective historique, mais ne les oppose pas : « Ce cheminement, ce passage du mythe à implications idéologiques aux systèmes de pensées modernes à implications mythiques, fait rencontrer le problème qui se

(1) Cahiers internationaux de sociologie juillet décembre 1962, vol. XXXIII.

(2) Idem, p. 137.

(3) Idem, p. 97.

pose à toutes les vieilles sociétés en mutation. Ce problème, c'est celui de la dialectique permanente entre tradition et révolution » (1).

Au niveau de l'idéologie étatique toutes les complexités ne sont pas éliminées. La référence est l'Etat-Nation, or la relation entre Nation et Etat n'est pas univoque. L'Etat n'est pas toujours l'achèvement institutionnel d'une communauté humaine préalablement établie, la Nation. Il existe des cas où la Nation n'est pas constituée en Etat et où l'Etat précède l'existence de la Nation ; que ces exemples soient historiques ou actuels. Du premier relevaient l'Allemagne et l'Italie avant l'unification, du second, les Etats-Unis avant 1914, et certains Etat issus de la décolonisation où les particularismes tribaux restent vivaces et s'affrontent violemment, notamment en Afrique noire (2). Remarquons d'ailleurs, que la situation coloniale a été un catalyseur pour la formation du sentiment national, d'autant plus quand elle s'est achevée par une guerre d'indépendance ; ces événements, contestation du colonialisme et guerre, ont permis la résurgence du nationalisme au niveau du politique sous la forme de la revendication de l'indépendance. Cependant la situation n'est pas identique, loin s'en faut, dans tous les pays, parfois la solidarité des colonisés contre les colonisateurs s'est moulée dans des cadres particularistes et l'expression idéologique de la solidarité unifiante est particularisée. Ceci explique les difficultés rencontrées par certains Etats d'Afrique noire. Ainsi une idéologie, comme le nationalisme, est ambiguë dans la mesure où elle s'exprime par un langage décalé de nature magico-religieuse ou culturelle. Toutefois les idéologies nationalistes tendant à la constitution d'un Etat nouveau, quand il n'existe pas, il est légitime de parler d'idéologie étatique en ce cas (3). L'idéologie pouvant être contestante ou justifiante.

Si l'idéologie de l'Etat et des partis qui rivalisent pour le Pouvoir à son niveau ne fait pas de difficulté, il convient de rappeler que l'activité politique se déroule également à un échelon local et qu'elle donne lieu à des manifestations idéologiques. Le plus souvent la vie politique locale est reliée à la vie politique nationale, ne serait-ce que par le biais des médiateurs de la vie politique : les partis, les syndicats, le système politico-administratif... Jusqu'à une époque récente, avant la première guerre mondiale, et sauf en période critique, la vie politique était surtout locale, d'autant plus que le mode de scrutin y était favorable (exemple de scrutin d'arrondissement). Dans l'entre-deux-guerres, et à fortiori actuellement, la compétition électorale s'est nationalisée, (sans parler des cas où elle est fictive comme dans les systèmes

(1) G. BALANDIER *Anthropologie politique* (déjà cité) p. 217.

(2) A. HAURIOU *Droit constitutionnel et institutions politiques* Montchrestien Paris, 1966, p. 95 96. Sur la place du nationalisme : « Dans la plupart de ces jeunes pays qui viennent d'accéder à l'indépendance, on peut dire que le nationalisme, tout au moins en tant qu'opposition formelle à la puissance coloniale, a précédé la formation de la nation ».

(3) R. GIRARDET *Autour de l'idéologie nationaliste* Revue française de science politique - juin 1965 n° 3 p. 423.

de candidature unique imposée par le Pouvoir central), du fait de l'extraordinaire développement de l'interventionnisme étatique, dans tous les types de régimes, et de l'accroissement du rôle des *mass-media*. Cette évolution est en relation avec le phénomène que l'on a qualifié de « personnalisation du pouvoir », et qui se traduit par le *leadership* d'un homme. D'une manière générale il semble que les idéologies à incidence locale, reposant en partie sur le souvenir d'une histoire et de traditions régionales, s'étiolent, sauf à constater leur résurgence lorsque l'Etat-Nation n'est pas homogène et que se juxtaposent des communautés humaines antagonistes, à cause d'une différence linguistique ou ethnique et surtout de l'existence d'un sentiment de frustration chez l'une d'elle. Le milieu culturel servait alors de support à une idéologie de contestation, voire à un véritable particularisme. Il semble, une fois de plus, que le moteur de cette situation de crise soit l'inégalité, plus exactement la prise de conscience de celle-ci. La mincrite contestante recherchant un réajustement de son statut social (1).

Enfin, toujours dans le cadre de l'Etat, à la structure « verticale » il faut ajouter les groupes sociaux ou classes ; c'est d'ailleurs en relation avec ceux-ci que fut dégagé le concept d'idéologie. Ces différents niveaux de manifestations du phénomène idéologique en montrent la complexité et les enchevêtrements.

L'idéologie trans-étatique accompagne les manifestations de l'activité politique dans le cadre des relations internationales. Elle peut être le fait des Etats, ou de groupements d'Etat, mais aussi d'organes divers : internationales de partis, églises, syndicats..., comme des institutions internationales. Cette forme d'idéologie doit trouver une correspondance auprès des individus qui l'assument, sinon il y a de fortes chances que le phénomène politique qui lui est parallèle soit dénué d'efficacité.

Toutefois, à ce niveau, la situation est complexe ; l'idéologie trans-étatique peut n'être qu'une idéologie étatique et correspondre ainsi à un phénomène hégémonique. Tel fut le cas du marxisme-léninisme, réinterprété par le Stalinisme, en Europe orientale, de même que de l'« Atlantisme » défini dans la même période, et, auparavant, de l'idéologie révolutionnaire de la France qui devint rapidement la justification d'une politique annexionniste. Le fascisme et le nazisme eurent d'ailleurs une portée identique et il fallut un conflit international pour endiguer leur progression appuyée sur la force. Inversement une idéologie trans-étatique de nuance religio-culturelle marquée, comme l'arabo-islamisme, peut essayer de s'adapter au cadre national pour devenir une idéologie étatique ; avec cette conséquence que la pénétration de cette idéologie dans le cadre national peut être envisagée comme un prélude à un regroupement inter-étatique. C'était ne pas compter avec les nationalismes de ces Etats.

(1) Le problème de la minorité ethnique peut se poser, avec la remise en cause de la centralisation étatique et la revendication d'une plus grande décentralisation régionale, si la région constitue une unité ethnique.

Les organisations internationales universelles, comme la S.D.N. ou l'O.N.U., naquirent dans un climat idéologique pacifiste et internationaliste, défini par les vainqueurs. Il est important de s'attacher aux idéologies tant trans-étatiques qu'étatiques, en ce domaine. L'attitude des Etats-Unis envers la S.D.N. et le traité de Versailles fut ainsi commandée par l'« isolationisme » renaissant après la guerre. La construction européenne se fit dans un climat idéologique reposant sur un « européenisme » (le pluriel conviendrait sans doute mieux). Les difficultés rencontrées actuellement peuvent être, en partie, mises sur le compte de la résistance des nationalismes.

Egalement le fonctionnement des organisations internationales est influencé par les diverses idéologies qui s'y expriment. N'a-t-il pas été courant de distinguer, sans doute de manière simpliste, le bloc occidental, le bloc oriental et le Tiers-Monde ? Ce dernier reflète bien l'ambiguïté des idéologies trans-étatiques ; si l'idéologie de réaction réussit à unir les pays contre l'« impérialisme », le « colonialisme » et le « néo-colonialisme », la dépendance économique..., l'idéologie positive ne contient guère que le nationalisme comme élément commun, avec l'idée de solidarité entre pauvres et la mystique du développement. Déjà le socialisme n'est pas reçu de tous ; d'autre part le mythe se colore de multiples façons au contact des divers nationalismes et joue souvent le rôle de voile. D'une manière générale la résurgence des nationalismes, liée en grande partie au processus de décolonisation, aux réactions de repli des anciennes puissances coloniales, ainsi qu'au processus cumulatif de cette idéologie, met en question l'efficacité des idéologies trans-étatiques. De plus, il faut réintroduire les différentes formulations de l'idéologie, notamment religieuses pour tenir compte de toute la complexité de la situation.

Avant de conclure il est nécessaire de donner des indications, sur deux phénomènes qui montrent parfois la difficulté de la recension des idéologies, il s'agit de l'inhibition et du transfert.

Par inhibition, nous entendons une aliénation idéologique. Un groupe social ne peut mettre à jour son idéologie, il est incapable de prendre conscience de son idéologie implicite et l'idéologie qu'il assume est celle d'un groupe dominant. Apparemment on pourrait penser que l'idéologie du groupe dominé lui est propre, alors qu'il s'agit d'un emprunt, imposé. Lénine eut conscience de l'importance de ce phénomène pour l'organisation du mouvement prolétarien qu'il entreprenait, quand il dénonça le « culte du spontané », dans « Que faire ? » (1). « Le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise, car ce mouvement ouvrier spontané c'est le trade-unionisme... ; et le trade unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie » (2). Lénine explique ainsi cette tendance du mouvement spontané : ... « chronologi-

(1) Sur l'incapacité des ouvriers à se forger, par eux-mêmes, une idéologie : LENINE « Que faire ? » Seuil, collection politique, Paris 1966, note p. 95.

(2) Idem, p. 96

quement l'idéologie bourgeoise est bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, elle est plus achevée sous toutes ses formes et possède infiniment plus de moyens de diffusion » (1). L'idéologie explicite formulée par les intellectuels, permet alors à la classe dominée de prendre conscience de sa situation et d'assumer son idéologie implicite. La relation entre idéologie explicite et idéologie implicite est réciproque ; l'idéologie explicite pour être efficace doit trouver appui sur l'idéologie implicite, et celle-ci peut-être révélée par l'idéologie explicite qui provoque une prise de conscience par le processus d'assimilation.

Ce phénomène se retrouve également dans la situation coloniale qui contient à côté des inégalités sociales classiques, une opposition colonisateurs-colonisés, avec des interférences. L'aliénation est d'autant plus grave qu'elle se situe au niveau culturel : « La mutilation culturelle c'est-à-dire la déculturation systématique est bien la plus insupportable » (2). On rencontrait surtout ce phénomène de dépouillement chez les déracinés habitant les faubourgs des grandes villes en Afrique Noire, mais aussi en Amérique latine. Cependant la déculturation provoque des réactions de reconstruction d'un système global qui peut se manifester par la révolte. En même temps on assiste à un transfert du comportement politique.

L'idéologie s'exprime par la culture ou par la religion de coloration magique. Lorsqu'il y a déculturation c'est la religion qui devient le refuge de l'esprit humain. Ceci est risible pour les premières manifestations du nationalisme durant la période coloniale : « La Bible devint le livre où un nationalisme naissant, d'expression religieuse, cherche ses justifications. Le christianisme librement traité retrouve sa violence première ; il véhicule involontairement une révolution » (3).

Ainsi un langage religieux ou culturel prend une signification politique ; cette affirmation a été préparée par nos développements antérieurs sur l'idéologie implicite et le matériau servant d'expression à l'idéologie.

M. BALANDIER a insisté sur le phénomène de transfert au plan religieux avec ses analyses du syncrétisme fang et du messianisme baongo (4). « Les réactions politiques à l'égard du fait colonial se sont d'abord exprimées de manière indirecte, par exemple à l'occasion de mouvements religieux nouveaux, syncrétiques et chargés d'intentions révolutionnaires. Il y a là un transfert certain » (5). Il en irait de même pour le messianisme propre au Brésil et mis à jour par M. R. BASTIDE, mais dans un tout autre contexte. M. BALANDIER apprécie

(1) Idem, p. 97.

(2) G. BALANDIER. Introduction à l'ouvrage de Jomo KENYATTA : *Au pied du mont Kenya*. F. Maspero. Petite collection Maspero. Paris, 1967, p. 9.

(3) Idem, p. 9.

(4) G. BALANDIER. *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire*. Conclusion 2ème édition PUF - Paris, 1963, p. 489 à 520.

(5) G. BALANDIER - *Les mythes politiques de colonisation et de décolonisation en Afrique*. Cahiers internationaux de sociologie. juil.-déc. 1962, p. 86.

ainsi ces phénomènes: « Ces innovations religieuses représentent, en Afrique au sud du Sahara, la préhistoire des nationalismes africains » (1). Ainsi les comportements et les langages sont symboliques d'un comportement et d'un langage politiques et représentent une idéologie politique.

Il en va de même du transfert au niveau de la culture. Dans ce cas, l'idéologie se réduit à la base culturelle de l'idéologie implicite : la culture devenant la seule idéologie, avec la religion ; les deux composantes étant liées dans les sociétés traditionnelles. D'ailleurs la culture, comme la religion, peuvent permettre des comportement de fuite devant une idéologie politique explicite que le Pouvoir cherche à imposer souvent avec l'aide de la contrainte. L'individu qui refuse cette idéologie explicite peut trouver dans le transfert une solution qui satisfasse sa conscience. Pour le colonisé M. BALANDIER montre l'importance de la culture. « La clandestinité s'établit grâce au décalage accentué existant entre la culture à laquelle participe le colonisé et la culture particulière au colonisateur » (2). A notre sens la culture a un rôle plus actif encore, elle peut constituer l'expression même d'un nationalisme pendant une période de sujétion. C'est pourquoi il est important de recenser les différentes expressions de cette culture qui prend ainsi une signification symbolique demandant une traduction en langage politique. Actuellement des Etats nouvellement indépendants consolidant leurs structures et recherchant une plus grande homogénéité de la Nation donnent une importance décisive à l'élaboration d'une culture nationale. C'est une illustration de nos développements sur l'idéologie implicite, avec cependant ces remarques : qu'il serait difficile d'édifier en ce domaine sans tenir compte de l'existant, et que le facteur temps joue un rôle considérable(3).

Le phénomène de l'idéologie politique a le mérite, selon nous, de montrer que tout ce qui touche à l'humain n'est pas univoque, mais doit être pensé sous l'aspect d'une série de couches aux inter-actions multiples ; d'autre part l'idéologie dans la mesure où elle implique la totalité de la personne, a une résonance humaine profonde. Ces variations sur le concept d'idéologie politique, que d'aucuns assimileront à des divagations, débouchent ainsi sur un humanisme politique, mais derrière lequel se profile l'ombre de sa négation.

Au terme de cette approche, et malgré la complexité et l'ambiguïté de ce phénomène, nous nous permettons de proposer la définition suivante :

(1) G. BALANDIER, Idem, p. 92.

(2) G. BALANDIER, Idem, p. 495.

(3) Le concept de « culture nationale » est ambigu, voir mythique dans la pratique il existe un pluralisme culturel dont l'harmonisation et la coexistence des éléments (ethniques et sociaux) constituent précisément cette « culture nationale ».

Une idéologie politique est :

- *un ensemble d'idées, d'opinions, de représentations, de mythes, de croyances, se présentant comme une totalité ou élément d'une totalité,*
- *ou systématisés en une doctrine qui est assumée par un groupe social, ou seulement crus par le groupe comme idéaux et valeurs en même temps que comme reflet réel d'un imaginaire collectif,*
- *concernant le pouvoir politique et l'organisation sociale,*
- *visant à leur contestation ou à leur justification en vue de leur acceptation (1).*

Alger, Avril 1968

(1) Pour une analyse récente de l'idéologie, consulter Julien FREUND
« **L'essence du politique** » Sirey Paris 1965. Chapitre VI. (en particulier
p. 412 à 441).